

Le peuple de France doit se préparer à un nouveau 1789

Les politiciens de gauche et de droite ont amené notre France à une impasse apocalyptique.

Les exemples ne manquent pas. Chaque jour nous livre son lot de scandales inacceptables, et pourtant nos dirigeants font comme si de rien n'était. Un exemple parmi des milliers d'autres : vendredi dernier, le criminologue Xavier Raufer nous apprenait, dans l'émission C dans l'Air sur France 5, que dans des cités de la région parisienne, des voyous issus de la « diversité » avec cagoules et armes de guerre bouclaient des cités pour protéger les trafics de leurs congénères, interdisant l'accès à toute personne « étrangère » aux lieux et terrorisant la population locale (1). Un ancien policier du « 9-3 » présent sur le plateau a confirmé ces propos : il est aussi dangereux de se promener dans ces « cités » que dans les pires zones de Bagdad ou dans les vallées afghanes aux mains des jihadistes.

Monsieur Sarkozy, Madame Aubry, Messieurs et Mesdames les élus, les journalistes perroquets, les sociologues autoproclamés, les nouveaux curés et abbesses du catéchisme bien-pensant déguisés en antiracistes ou en politologues, ont-ils parlé de cela ? Jamais ! Quand une dizaine de milliers de Chinois défilent à Belleville pour dénoncer les vols et les agressions dont ils sont victimes, le reporter de France 3 évite soigneusement de désigner l'origine des voyous et dénonce principalement non pas ceux-ci, mais ceux qui pourraient « récupérer politiquement », selon ses dires, ces actes de terrorisme (2). Quant à la mairesse du 20ème arrondissement, son principal souci est de faire taire ceux qui dénoncent ces violences racistes et non pas de combattre ceux qui les commettent.

La soumission de nos élus et de nos médias aux racailles et

aux soldats et soldates de l'islam politique est totale. Toute la nomenklatura politique, depuis le maire de Paris jusqu'à la sous-ministre Fadela Amara, a demandé l'interdiction de l'apéro saucisson et pinard à la Goutte d'Or. Mais pas un seul de ces dhimmis ne dénoncera le « barbecue géant halal » que la mairie de Dijon organise à l'occasion d'un tournoi local de football à sept (3). Le préfet de Côte-d'Or n'interdira pas cette atteinte manifeste à la laïcité et à la liberté de conscience. Dans le 18ème arrondissement de Paris comme dans la capitale bourguignonne, les Français sont désormais considérés comme étrangers et indésirables, avec la complicité des socialistes Bertrand Delanoë et François Rebsamen.

Lundi, c'est François Fillon en personne qui inaugure, avec 800 invités aux frais du contribuable, la construction de la méga-mosquée d'Argenteuil (4). Comme si c'était le rôle du Premier ministre de s'afficher – à côté d'une fillette voilée – en compagnie de barbus, y compris les islamistes de l'UOIF qui n'hésitent pas à organiser des conférences avec le raciste antisémite Hassan Iquioussen ou le gourou Youssef al-Qaradawi qui justifie la mise à mort des apostats et des homosexuels en terre d'islam ! Pas mieux à Marseille, où l'UMPS (Gaudin, Vauzelle, Mennucci) pose la première pierre d'une « Grande Mosquée » pharaonique et offensive en compagnie de radicaux du Tabligh, et de l'ambassadeur d'Algérie, pays où l'on chasse les chrétiens et où l'on ferme les églises. Samedi dernier a eu lieu à Marseille l'assemblée générale de l'association gérant la future grande mosquée. Les socialistes du coin et le ministère de l'Intérieur y ont poussé une élue socialiste par ailleurs membre du CRCM local (bonjour le mélange des genres...) mais ni celle-ci ni ses commanditaires n'ont dénoncé la présence de fondamentalistes de l'UOIF et du Tabligh dans cette même association. Et nous pourrions multiplier les exemples par dizaines dans tout l'Hexagone, où de soi-disant élus républicains et laïques font leur business électoral avec des fous d'Allah.

Pas mieux à gauche, avec une première secrétaire du Parti Socialiste qui copine avec l'islamiste Amar Lasfar à la biographie édifiante (5) et qui organise l'apartheid religieux et sexiste dans les piscines municipales de Lille ou viole les dernières volontés d'un mort apostat au nom de la charia, avec à l'appui une fatwa de l'UOIF déclarant que seules les autorités islamiques ont le droit de dire qui est musulman ou non. Pas mieux chez Ségolène Royal qui glorifie les émeutiers de Villiers-le-Bel comme des héros de la Nation. Et on pourrait citer tous les élus P.S. ou PCF qui financent illégalement des mosquées avec l'argent public. Pas mieux à l'extrême-gauche alliée des militantes du voile et des supporters d'organisation jihadistes comme le Hamas et le Hezbollah. Pas mieux chez les écologistes, entre un Cohn-Bendit qui bafoue et insulte la démocratie suisse en demandant que le peuple helvète revote sur le référendum anti-minaret et en appelle aux dictateurs saoudiens, ou un Noël Mamère qui s'affiche au congrès des Frères musulmans de l'UOIF et qui ose comparer le « destin » des voilées à celui des homosexuels, feignant d'ignorer que l'islam ordonne la mise à mort de ceux-ci.

Pas mieux au Front National où un Jean-Marie Le Pen chante les louanges du régime islamo-fasciste des mollahs tandis qu'un Christian Bouchet hurle à l'islamophobie en chœur avec Dominique Sopo de SOS-Racisme contre Riposte Laïque. Pas mieux au MPF, où après avoir dénoncé « les mosquées de Roissy », Philippe de Villiers est rentré à la niche sarkozyte. Pas mieux à Debout La République, quand un Nicolas Dupont-Aignan est bien silencieux sur l'offensive islamique et menace d'exclure de son mouvement tout militant qui oserait manger du cochon et boire du vin rue Myrha (6). Pas mieux au Modem où François Bayrou va en personne se vendre aux islamistes auprès de l'UAM-93, et accepte dans ses rangs un Azouz Begag qui prône un « arrangement » entre les polygames africains et la République, ou un Djamel Bourras qui soutient la chaîne de télévision islamiste Al Manar. Pas mieux chez Dominique de Villepin qui, comme Premier ministre, a été d'une lâcheté rare

lors des émeutes ethniques et a fait appel aux « grands frères » barbus et aux imams pour calmer les séditions musulmans.

Le constat est clair : toute notre classe politique est vendue aux fous d'Allah et aux racailles. Ils sont tous compromis, peu ou prou, avec l'islam politique contraire à notre laïcité, à notre démocratie, à notre République.

Et l'« UMPS » ne s'arrête pas là dans le mépris du peuple de France. Comme un seul homme, ils ont trahi le vote démocratique en imposant un TCE contraire au résultat du référendum populaire. Comme un seul homme, ils se vendent à une Union Européenne ultra-libérale dont la plupart des décisions contredisent la souveraineté française. Comme un seul homme, des parlementaires français au Conseil de l'Europe de droite et de gauche ont voté une résolution condamnant l'interdiction de la burka et le vote suisse sur les minarets (7). Tous ces gens sont des anti-démocrates et même des anti-français.

Ils jouissent d'une impunité totale. Prenons par exemple le problème actuel des retraites et de la dette. Ils nous expliquent que la situation n'est plus tenable et qu'il faut des réformes drastiques. Quelles que soient leurs solutions, elles pèseront sur les Français, soit par une augmentation des prélèvements fiscaux ou sociaux, soit par une augmentation du temps de travail, soit par le dépeçage des services publics. Mais qu'ont fait tous ces gens lorsqu'ils étaient aux manettes de l'Etat ? Ils avaient pourtant connaissance de tous les indicateurs démographiques, financiers et sociaux pour corriger le tir. Ils n'en ont rien fait, laissant pourrir la situation pour ne pas fâcher Billancourt ou la Bourse. C'est une tromperie organisée, et même un dol envers les travailleurs, puisqu'aujourd'hui ils leur font payer financièrement leur propre trahison de leurs propres promesses. On pourrait d'ailleurs dire la même chose de la Grèce : il est curieux qu'on oublie de dénoncer les gouvernements de droite et de gauche qui ont menti au peuple hellène, allant jusqu'à trafiquer les chiffres, et qui aujourd'hui expliquent à ceux qu'ils ont abusés qu'ils doivent

se serrer la ceinture.

Dans une entreprise, dans une association, dans une vraie démocratie, le moindre dirigeant qui se livrerait à de telles duperies et mensonges serait immédiatement limogé, et même traduit devant les tribunaux pour rendre des comptes, au pénal comme au civil. Il finirait ses jours à l'ombre et sa fortune personnelle servirait à rembourser ses victimes. Mais curieusement, dès qu'il s'agit de « patrons » d'un Etat qui commettent le même genre de vol et de mensonge à une échelle bien plus importante, on ne constate nulle autocritique et on ne demande nulle réparation.

Non seulement ces politiciens ont trompé et volé le peuple de France, mais encore ils osent se conduire en nomenklaturistes staliniens ou bananiers. On pourrait rappeler toutes les turpitudes de la présidence de François Mitterrand, les affaires Urba-Gracco et autres détournements de l'argent des contribuables. Mais contentons-nous de résumer toutes les affaires récentes de la Sarkozie.

Eric Woerth, actuel ministre du travail, était ministre des finances (et donc du fisc) quand ses services étaient avertis des soupçons de fraude fiscale de Madame Liliane Bettancourt, première fortune privée de France. Les ministres sarkozystes et les élus de l'UMP sont tous montés au créneau pour dénoncer une prétendue chasse aux sorcières, jouant de la victimisation et allant même jusqu'à accuser ceux qui cherchent la vérité de vichystes. La ministre de la Justice, par exemple, a prétendu que la chancellerie ne pouvait rien faire sans l'intervention de Bercy. Mais cette parade a fait long feu, puisqu'en janvier 2009 les enquêteurs judiciaires ont prévenu ceux du fisc. Bref, il est inimaginable de continuer à supposer qu'Eric Woerth ne puisse pas ne pas être au courant des dissimulations fiscales de Liliane Bettancourt ou de ses conseils. C'est un scandale d'Etat qui aurait valu la démission immédiate du ministre mis en cause dans toute démocratie digne de ce nom, par exemple dans les pays nordiques, au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis. Ou même en France sous la 3ème ou la 4ème République.

Madame Christine Boutin, après son départ du gouvernement, se voit confier une mission sur « les conséquences sociales de la mondialisation » (sic !) qui ressemble fort à un bidonnage en règle. Le tout est payé 9500 euros par mois, plus le salaire d'un chauffeur (comme s'il fallait un chauffeur pour cette « mission »), et quatre collaborateurs. De qui se moque-t-on ? On pouvait croire à une certaine fibre sociale sincère de la part de Christine Boutin, nonobstant ses positions ultra-catholiques sur des problèmes de société. N'a-t-elle pas défendu la cause des sans-abri ou des prisonniers ? Hélas, le masque est tombé : faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais.

De même pour Fadela Amara, égérie de la défense des droits des femmes et de la résolution des problèmes de banlieue. On découvre que l'ancienne présidente de Ni Putes Ni Soumises « prêtait » à longueur d'année son appartement de fonction (un 120 m² avec vue sur la tour Eiffel) à des membres de sa famille. Non seulement ceux-ci profitaient des locaux aux frais du contribuable, mais aussi des services du cuisinier et du maître d'hôtel payés par l'Etat et à qui ils commandaient des repas luxueux conformes à leurs habitudes communautaristes. Quel bel exemple pour les « jeunes » des « quartiers populaires » !

Pas mieux chez Christian Estrosi, maire de Nice et ministre de l'Industrie. Il n'a pas un, mais deux appartements de fonctions à Paris, aux frais de l'Etat. Du coup, tout comme sa consœur Fadela Amara fait héberger sa tribu par le contribuable, Christian Estrosi fait profiter sa fille des largesses de l'Etat, dans un hôtel particulier avec vue sur la Seine. Les étudiants sans le sou et leurs parents qui se saignent aux quatre veines apprécieront.

Autre profiteur : Georges Tron, récente prise sarkozyste au camp villepiniste. Le ministre de la fonction publique profite tout simplement d'un... logement social, qui lui fut attribué par Jacques Chirac alors maire de Paris, et que curieusement Bertrand Delanoë a oublié d'épingler. Mais peut-être que le nouveau maire de Paris préfère ce type de « clientèle » pour

remplir son quota de 20% de HLM qu'impose la loi SRU. Après tout, Fadela Amara elle aussi continue à profiter d'un logement HLM alors qu'elle est largement rétribuée pour sa fonction ministérielle.

Autre membre du gouvernement compromis : Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la coopération. Il a déclaré de fausses surfaces dans une demande de permis de construire pour l'agrandissement d'une maison près de Saint-Tropez. (hé oui, on n'habite pas dans les « quartiers populaires » quand on est ministre de Sarkozy !) Alain Joyandet s'était déjà fait remarquer en mars dernier en affrétant un avion privé pour se rendre à Haïti. Coût pour le contribuable : 116.000 euros. Les sinistrés haïtiens priseront-ils ce geste généreux d'un ministre français qui prétend les aider ? Mais Christian Estrosi est lui aussi allergique aux lignes régulières, même en première classe. Alors qu'il était secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer, il a affrété un avion privé pour 118.000 euros payés par le contribuable pour assister... à une réception UMP donnée par le Président de la République !

Moins onéreux mais bien plus symboliques, les cigares de Christian Blanc, secrétaire d'Etat chargé du Grand Paris. 12.000 euros de havanes payés sur fonds publics ! Le sous-ministre s'est empressé de dire qu'il rembourserait, mais l'aurait-il fait s'il n'avait pas été épinglé par le Canard Enchaîné ? Quand on pense que tous ces gens se réclament du Général de Gaulle, qui allait jusqu'à payer de sa poche les notes d'électricité et de téléphone de ses appartements privés à l'Elysée ! On est très loin de prétendus gaullistes comme Jacques Chirac qui affichait des « frais de bouche » dignes d'une centurie de goinfres pantagruéliques, ou de Nicolas Sarkozy qui se fait installer une salle de bain digne de Bokassa Premier dans son futur avion privé.

Car l'actuel locataire de l'Elysée n'est pas en reste dans ce mépris du peuple. Elu sur la promesse d'un « Etat irréprochable » et d'un respect de ses engagements électoraux, il a trahi ses électeurs dès le soir de sa victoire. Il a alors annoncé une « Union Méditerranéenne » devenue depuis

Union Pour la Méditerranée, dont il n'avait pourtant soufflé mot pendant sa campagne présidentielle. Il faudra peut-être enquêter sur les véritables objectifs de ce bras armé d'Eurabia dans lequel il a même enrôlé Caroline Fourest. Pour quelles contreparties financières ou géopolitiques ? Nicolas Sarkozy s'est également empressé d'aller fêter sa victoire au Fouquet's avec toute la classe bobo ou aristocrate de Paris. Quelle fumisterie par rapport à ses discours jauréssiens ouvriéristes et soi-disant populaires ! Et quel mépris de sa noble fonction de Président et de chef de l'Etat quand il a mis en scène sa vie privée, allant jusqu'à déclarer lors d'une conférence de presse : « Avec Carla, c'est du sérieux. » ! Aucun président de la République française n'a eu une telle vulgarité « bling-bling » bien éloignée de la grandeur de la fonction qu'on attendait. Nicolas Sarkozy apparaît désormais comme un « bouffon », lui qui dénonçait la « racaille » alors qu'il en utilise les codes, les valeurs et même le langage.

Non seulement tout ce beau monde a volé et trompé le peuple français, mais il se fout de lui sans aucune vergogne en abusant jusqu'à la corde de privilèges qu'il s'est octroyés. Avec son déni de démocratie et ses magouilles électorales pour éviter toute représentation politique hors de son arrangement UMP-PS, il est désormais plus proches de l'ancien régime de Louis XVI et de sa cour que d'une République démocratique. Exploitation, vol et tromperie du peuple de France, privilèges affichés sans vergogne, déni de démocratie, soumission à des puissances étrangères (américano-européisme et islam politique), muselière sur toute opposition citoyenne ou médiatique, impasse sociale et financière qui amènera à une paupérisation des classes moyennes et basses, impuissance face à la délinquance ethnique et religieuse : tous les ingrédients sont prêts pour un nouveau 1789. Comme le dit très bien Christine Tasin dans sa présentation de Résistance Républicaine (8), nous avons cru à une alternative politique par la voie des urnes. Ce n'est désormais plus possible. Une révolution populaire est maintenant inévitable, puisque

l'évolution démocratique est barrée.

Que pouvons-nous faire devant cette échéance dramatique ? Il faut s'y préparer, puisque nous n'avons plus le choix. Il y a trois objectifs qui se présentent à nous, et que nous ne devons pas louper pour éviter le pire.

Depuis trois ans, Riposte Laïque dénonce les dérives de nos dirigeants. Nous pensions les informer, les faire évoluer, les faire basculer. Force est de constater l'échec de cette stratégie, à part de rares exceptions que nous saurons signaler le moment venu. Il nous faut désormais non seulement dénoncer les traîtres au peuple de France, mais aussi exiger leur démission et tout faire pour qu'ils cessent de nuire. Il ne faut donc plus hésiter à désigner nommément tous les « collabos » anti-français, anti-républicains et anti-démocrates. Nous leur avons demandé de choisir leur camp. Ils ont persisté dans leur erreur. Tant pis pour eux. Nous serons leurs procureurs et non leurs défenseurs au tribunal de l'Histoire. Nous leur avons proposé le repentir. Ils ont choisi de persister dans le mensonge et la trahison. Ils n'ont plus que le choix de la fuite à Varennes, à Marrakech ou en Amérique du Sud tant qu'il en est encore temps.